



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n°2026/ICPE/115
installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique de vent
Société AIR-WATT ENERGY – Sainte-Pazanne**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022/ICPE/100 du 25 avril 2022 autorisant la Société AIR-WATT ENERGY à poursuivre l'exploitation de son parc éolien terrestre implanté sur le territoire de la commune de Sainte-Pazanne ;

Vu l'article 3.1.3 de cet arrêté préfectoral n° 2022/ICPE/100 du 25 avril 2022 qui dispose que « Afin de vérifier l'efficacité du plan de bridage précité, le suivi environnemental post-implantation réalisé conformément au protocole ministériel en vigueur est renouvelé dans les 12 mois suivant la notification du présent arrêté. Ce suivi inclus :

– un suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères, à raison, a minima, d'un passage par semaine pour chaque éolienne, de la semaine 20 à la semaine 43 incluses. Ce suivi doit prévoir des tests d'efficacité de l'observateur et de persistance des cadavres, à réaliser sous chaque éolienne, sur la période pré-citée.

– un suivi d'activité des chiroptères associé au suivi de mortalité pré-cité, de la semaine 20 à la semaine 43 incluses, réalisé par des enregistrements automatiques au niveau des pales, en continu (1/2 h avant le coucher du soleil jusqu'à une 1/2 h après le lever du soleil), corrélés avec les données météorologiques correspondantes (vitesse de vent, température, précipitations).

En fonction des résultats de ces suivis, le plan de bridage pré-cité sera renforcé ou optimisé, en tant que de besoin. Les suivis pré-cités sont reconduits sur l'année qui suit toute modification du plan de bridage, en vue de vérifier l'efficacité du nouveau plan de bridage, puis, à minima, tous les 10 ans en absence d'impact significatif constaté. »

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 5 mars 2026 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les réponses de l'exploitant formulées par courriel du 24 mars 2026 ;

Considérant que lors de la visite en date du 2 février 2026, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le suivi environnemental n'a pas été renouvelé sur le parc éolien suite à la publication de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022/ICPE/100 du 25 avril 2022 susvisé. A ce jour, ce nouveau suivi n'est donc pas encore réalisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2022/ICPE/100 du 25 avril 2022 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société AIR WATT ENERGY de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2022/ICPE/100 du 25 avril 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

Article 1 – La société AIR WATT ENERGY, dont le siège social est situé au 14, rue du docteur Chevalier – 41 100 VENDOME, exploitant une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent constituée de 6 aérogénérateurs et présentant une puissance totale maximale de 12 MW, sur le territoire de la commune de Sainte-Pazanne, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2022/ICPE/100 du 25 avril 2022 susvisé, en renouvelant le suivi environnemental conformément aux dispositions de cet article et à celles de l'article 12 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 août 2011 modifié susvisé.

Pour cela, l'exploitant transmet, au plus tard au 31 mars 2028, un rapport de suivi environnemental intégrant les éventuelles mesures correctives associées aux résultats du suivi environnemental, conformément dispositions pré-évoquées.

Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans le délai mentionné, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette, 44 041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 – Le présent arrêté sera notifié à la société AIR WATT ENERGY par lettre recommandée avec accusé de réception, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée au maire de la commune de Sainte-Pazanne.

Article 6 – La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Sainte-Pazanne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le

30 MARS 2026

**LE PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,**

Dominique YANI



3 0 MAR 2008